



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du lundi 9 mai 2022**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

Extrait de la délibération affiché le **13 mai 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le neuf mai à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 mai 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

**Étaient présents : 29**

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la communication n° D.42-COM2), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

**Excusés ayant donné pouvoir : 4**

Patrick **DENISE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**

Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**

Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**

Corinne **CHOUQUET** donne pouvoir à Laurent **GILLE** (absente à partir de la délibération n°D.58)

**Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du lundi 9 mai 2022

2022.05/75

### TRANSITION ÉCOLOGIQUE – DÉMARCHE TERRITOIRE ENGAGÉ CLIMAT AIR ÉNERGIE – ENGAGEMENT – AUTORISATION – SOLlicitation DE SUBVENTION

**Monsieur Gilles BELLIERE, conseiller délégué** – Les collectivités locales ont un rôle majeur à jouer en faveur de la transition écologique et solidaire des territoires. La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole est en train de se doter d'un Plan Climat Air Energie Territorial, qui va engager les 54 communes dans l'atténuation du changement climatique.

Les Villes ont également la possibilité de s'engager sur ces thématiques. Ainsi, la Ville de Montivilliers souhaite renforcer et structurer sa politique climat-air-énergie, en dépassant le cadre légal et réglementaire. La démarche Territoire Engagé Climat Air Energie, portée par l'ADEME, permettrait à la Ville de s'engager dans une dynamique d'amélioration continue à travers un programme d'action ambitieux, durable, et nécessaire compte-tenu du contexte climatique actuel et à venir.

Territoire Engagé Climat-Air-Énergie est la déclinaison française du dispositif European Energy Award (EEA), qui compte à ce jour plus de 1 600 collectivités participantes. C'est à la fois un outil opérationnel d'amélioration continue et un label qui récompense pour 4 ans la qualité de la politique climat-air-énergie de la collectivité.

Cet outil comprend :

- la formalisation de la politique climat-air-énergie de la collectivité dans un référentiel normalisé au niveau européen,
- une labellisation du niveau de performance de la collectivité, assurée par un auditeur extérieur. La performance mesurée porte sur les moyens que se donne la collectivité pour atteindre des objectifs énergie-climat : stratégie délibérée, pilotage technique et politique, moyens financiers alloués aux différents domaines, résultats obtenus, etc.

Avec le label Territoire Engagé Climat-Air-Énergie, la Ville sera évaluée sur la base de ses compétences propres dans 6 axes impactant les consommations d'énergie, les émissions de CO2 associées et la qualité de l'air :

- la planification territoriale,
- le patrimoine de la collectivité,
- l'approvisionnement énergie, eau et assainissement,
- la mobilité,
- l'organisation interne,
- la coopération et la communication.

Avec Territoire Engagé Climat-Air-Énergie, la collectivité va :

- valoriser les actions déjà entreprises ,
- évaluer la performance du management de sa politique climat-air-énergie,
- se fixer des objectifs de progrès,
- mettre en place des actions d'amélioration ambitieuses,
- mobiliser les services autour d'un projet commun de transition,
- faire le lien entre les différentes politiques publiques menées par la Collectivité et la Communauté Urbaine,
- mesurer les progrès accomplis.

La démarche se construit en plusieurs étapes :

- Engagement de la Collectivité et soutien de l'ADEME ;
- Organisation du pilotage du projet à l'aide d'une équipe Climat-Air-Énergie pluridisciplinaire et transversale, chargé de faire les choix stratégiques (vision, principes directeurs) et de préparer les décisions politiques et d'établir les coordinations et synergies nécessaires avec les actions climat-air-énergie de la Communauté Urbaine du Havre Seine Métropole ;
- Accompagnement dans le processus par un conseiller accrédité Territoire Engagé Climat-Air-Énergie,
- Réalisation d'un état des lieux de l'action de la collectivité vis-à-vis du référentiel commun et élaboration d'un plan d'actions pluriannuel ;
- Suivi de la mise en œuvre et évaluation annuelle du plan d'action ;
- Demande de labellisation et audit externe ;
- Remise en jeu du label tous les 4 ans.

Un pré-diagnostic gratuit a été réalisé par un conseiller accrédité par l'ADEME au mois de Mars 2022. Il a permis d'évaluer l'organisation de la Ville sur les questions de transitions écologiques, ainsi que la maturité de la Ville à s'engager dans cette démarche. Un avis favorable a été émis, et permettra à la Ville d'être soutenue financièrement par l'ADEME.

Afin d'accompagner la Ville dans la démarche, un conseiller accrédité par l'ADEME sera désigné par un appel d'offres. Le Conseiller accompagnera la collectivité tout au long du processus, soit pendant un cycle de 4 ans maximum. Le coût moyen constaté pour l'accompagnement du Conseiller pendant 4 ans est d'environ 35 000€ HT. L'ADEME, partenaire de la démarche, accorde une subvention allant de 50% à 70% du montant HT des dépenses liées au processus de labellisation.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 »,

**VU** la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et plus particulièrement son article n°188 intitulé « La transition énergétique dans les territoires »,

**VU** la délibération n°2021/04-28 en date du 18 novembre 2021 portant engagement pour la réalisation d'un plan Climat Air Énergie Territorial à l'échelle de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole,

**VU** l'avis favorable de l'ADEME pour l'engagement de la Ville de Montivilliers dans la démarche, reçu le 17 mars 2022, suite au pré-diagnostic réalisé le 11 mars 2022,

**VU** le budget primitif de l'exercice 2022.

**CONSIDÉRANT**

- Que la Ville s'engage pour la Transition écologique, et notamment pour le renforcement et la structuration de sa politique Climat-air-énergie,
- Que la Ville souhaite créer une dynamique d'amélioration continue et de mobilisation de ses services autour d'un projet partagé de transition,
- Les multiples atouts de la démarche Territoire engagé Climat-Air-Energie pour formaliser la politique menée par la collectivité dans un référentiel européen, et la valoriser.

**Sa commission municipale n°3, Transition écologique et vie quotidienne, réunie le 4 mai 2022, consultée ;**

**VU** le rapport de Monsieur le conseiller délégué, chargée du Développement durable, des Transitions écologiques et solidaires ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- **D'engager la Ville de Montivilliers dans la démarche Territoire Engagé Climat Air Energie portée par l'ADEME,**
- **D'autoriser la passation d'une consultation de prestation de services pour obtenir l'accompagnement d'un Conseiller Climat Air Energie, accrédité par l'ADEME,**
- **De solliciter la subvention correspondante auprès de l'ADEME,**
- **D'autoriser le Maire à signer tous les documents nécessaires à cette démarche de labellisation et à la mise en œuvre de la présente délibération.**

**Imputation budgétaire**

Exercice 2022

Budget principal

Dépense

Sous-fonction et rubriques : 824

Nature et intitulé : 6228 - Divers

Montant de la dépense : 5 000 €

Recette

Sous-fonction et rubriques : 824

Nature et intitulé : 74718 – Participation Etat et autres

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

**Pour : 33**

**Contre : 0**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***